CHAPITRE X.—UTILISATION DES TERRES ET MISE EN VALEUR DE RESSOURCES RENOUVELABLES*

SYNOPSIS

	PAGE		PAGE
SECTION 1. RESSOURCES TERRESTRES.....	471	SECTION 4. PROGRAMMES FÉDÉRAUX ET FÉDÉ-	
SECTION 2. ORGANISMES FÉDÉRAUX S'OC-	471	RAUX-PROVINCIAUX DE MISE EN VALEUR	
PANT DE L'UTILISATION DES RESSOURCES..	473	DES RESSOURCES.....	474
SECTION 3. COMMISSIONS INTERNATIONALES..	473		

On trouvera, à la page viii du présent volume, la signification des signes conventionnels employés dans les tableaux.

L'époque de la colonisation, au Canada, a pris fin lorsque les régions septentrionales des provinces des Prairies ont été mises en culture, au cours des années 1930. Les politiques gouvernementales, jusque-là dirigées surtout vers l'utilisation à vaste échelle des ressources naturelles, ont fait place à un souci de l'utilisation des terres et des conditions socio-économiques des gens engagés dans des industries fondées sur les ressources renouvelables. Des lignes de conduite peu averties au sujet de la colonisation des terres, et des choix individuels mal avisés ont abouti à la colonisation de certaines terres peu rentables en diverses régions du Canada, mais plus particulièrement dans le sud de l'Alberta et de la Saskatchewan, d'où le besoin d'une réaffectation des terres, avant même que la colonisation fût terminée. La révolution technologique qui s'est produite dans l'agriculture au cours des trois dernières décennies, en même temps que les progrès des transports et une forte tendance à la concentration, dans les centres urbains, d'une population croissante, revêt toutefois une signification beaucoup plus importante.

Ces changements se sont accompagnés d'une modification du mode d'utilisation des terres, par suite des réactions particulières devant les facteurs économiques; néanmoins, le rythme de cette adaptation n'a pas été proportionnel à l'ampleur de la dislocation socio-économique qui a atteint les régions rurales. Étant donné cette situation et l'intérêt accru que l'on porte à la gestion des forêts, la répression de la pollution des eaux, la conservation des ressources d'ordre récréatif et la conservation de la faune, il s'est dessiné une nette tendance vers la prise de décisions par les pouvoirs publics en ce qui concerne la gestion et l'utilisation des ressources. Un tel état de choses a entraîné la nécessité d'une meilleure organisation législative et administrative à l'égard des ressources naturelles.

L'une des initiatives les plus importantes à cet égard a été la tenue, en 1961, de la Conférence sur les «ressources et notre avenir», en vue d'examiner les problèmes de l'utilisation des ressources et la création des cadres d'un organisme adapté aux exigences modernes pour aboutir à la planification coordonnée et complète de l'utilisation des ressources, afin de favoriser le relèvement économique et social. A la suite de cette conférence, a été établi le Conseil des ministres des ressources, qui se compose d'un représentant de chaque province et du gouvernement fédéral. Le Conseil avait pour fonction de continuer le même

* Rédigé par D. F. Symington, expert conseil attaché au Conseil canadien des ministres des ressources.